

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER
en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Avignon, le 10 février 2010

Unité Territoriale de Vaucluse

MIN - Bâtiment D3 – 135, avenue Pierre Sémar
84000 AVIGNON

Gidic n° 64.01249

- OBJET** : Installations classées pour la protection de l'environnement - carrières.
Société 4M Provence Route.
Mise à l'arrêt définitif - Demande de prorogation de la durée de réaménagement du site
d'Orange, lieu-dit "Le Coudoulet".
- Référence** : Transmission de la préfecture du 10 décembre 2009.

RAPPORT DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Résumé : La Société 4M Provence Route est autorisée à exploiter une carrière à ORANGE ; par courrier du 31 juillet 2009, elle a notifié au préfet la mise à l'arrêt définitif de l'exploitation.

Son autorisation d'exploiter est arrivée à son terme le 7 octobre 2009, et le réaménagement tel que prévu par l'arrêté d'autorisation, à savoir le nivellement du fond de fouille avec épandage des terres de découverte sur le fond et les talus, n'a pas pu être complètement réalisé, compte tenu de la présence d'un stock de matériaux extraits et non commercialisés à ce jour.

Compte tenu de la cadence prévisible d'écoulement de ces matériaux sur le marché, l'exploitant sollicite un report de deux ans pour terminer la remise en état totale du site.

Le présent rapport propose d'accorder le délai sollicité par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, précisant les conditions d'octroi de ce délai.

**Présent
pour
l'avenir**

I - PRESENTATION DE LA REQUETE

Par arrêté préfectoral du 16 décembre 1999, la Société 4M Provence Route a été autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de sable et graviers, sur le territoire de la commune d'Orange au lieu-dit " Le Coudoulet, pour une durée de 10 ans.

Cet arrêté précise en son article 10 que :

" La remise en état sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement de l'extraction par nivellement du fond de fouille avec épandage des terres de découverte sur le fond et les talus.

Sur les cotés nord-est et sud, les talus seront établis avec une pente de 3 pour 1.

Un aménagement (fossé ou forme de pente) en haut des talus devra prévenir le ruissellement des eaux pluviales extérieures au site.

Les talus seront enherbés si la végétation naturelle n'est pas suffisante, pour fixer et stabiliser les terres rapportées.

Des plantations d'arbres d'espèces adaptées aux contraintes locales seront effectuées en haut des talus.

Sur le coté ouest, le réaménagement sera effectué en continuité de celui de l'ancienne carrière voisine, de sorte qu'il n'y ait pas de différence de niveau en limite des deux carrières réaménagées. "

A ce jour, la remise en état du site correspond à ce qu'a prévu l'arrêté d'autorisation, à l'exception du nivellement du fond de fouille qui ne peut être terminé du fait de la présence d'un stock de matériaux.

Le directeur de la Société 4M Provence Route nous a fait part des difficultés qu'il aura à commercialiser rapidement le stock de matériaux extraits, actuellement en place sur une partie du carreau de la carrière, et sollicite un délai de deux ans pour évacuer ces matériaux et ainsi terminer la remise en état du site aux conditions prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation sus visé.

II - EXAMEN DE LA REQUETE ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

La demande de prolongation ne porte que sur le réaménagement final du site qui ne pourra être mené à bien que lorsque le stock de matériaux sera évacué.

Dans un courrier du 5 février 2010, l'exploitant précise que le volume du stock de matériaux extraits à évacuer s'élève à environ 35.000 m³, et que, compte tenu de la conjoncture économique actuelle, il estime à environ deux ans le délai nécessaire à leur commercialisation.

A cet égard l'exploitant devra, six mois au moins avant l'arrêt définitif, soit au plus tard le 7 avril 2011, notifier la date de cet arrêt au préfet, conformément aux dispositions de l'article R 512-74 du code de l'environnement.

Enfin et en vue de palier à toute défaillance du pétitionnaire, nous proposons de reconduire l'obligation de constitution de garanties financières jusqu'au 7 octobre 2011.

III - CONCLUSIONS

Nous proposons de donner une suite favorable à la demande de la Société 4M Provence Route en autorisant la poursuite du réaménagement de sa carrière du Coudoulet à Orange, aux conditions mentionnées supra et définies dans le projet d'arrêté complémentaire ci-annexé qui sera soumis à l'avis de la CDNPS réunie en formation " Carrières ".

Le présent rapport est transmis à monsieur le préfet de Vaucluse, comme suite à sa transmission citée en référence.

L'inspecteur des Installations Classées

P.J. : 1 projet d'arrêté